

■ Pour «défendre les intérêts de la population»

Un «Lobby des citoyens» qui ratisse large

Pour sa première présentation à Berne, le «Lobby des citoyens», présidé par Marc Studer, a réuni une douzaine de conseillers nationaux de plusieurs partis autour de thèmes d'actualité. Il a notamment été question de la modification de la loi qui a finalement été acceptée jeudi au Conseil National pour donner au MROS (Bureau fédéral de communication en matière de blanchiment d'argent) le droit de communiquer directement avec les administrations anti-blanchiment étrangères (voir Tout l'Immobilier No 664, du 4 février 2013). Dans cette perspective, l'élu UDC genevois Yves Nidegger a présenté ce qu'il appelle la «capitulation au pas de charge». Pour sa part, Marc Studer a présenté son alternative à Rubik, qui avait semble-t-il suscité un réel intérêt en Italie.



► Le MROS aura le droit de communiquer avec les administrations anti-blanchiment étrangères.

Un lobby pour passer par dessus la tête des lobbies et répercuter les préoccupations des citoyens directement à Berne? C'est l'idée du «Lobby des citoyens», présidé par Marc Studer, lequel a désormais sa carte de lobbyiste à Berne, donc ses entrées au Parlement. Pour sa première manifestation publique, organisée le 11 mars dans un restaurant de Berne avec la collaboration du GSCGI, un groupement de gérants de fortune indépendants, le Club des Gestionnaires et Swiss Respect, le «Lobby des citoyens» a remporté un succès d'estime, même si la presse a largement boudé un mouvement qui, entre autres «dérapages» politiquement incorrects, a osé critiquer Rubik et se permet même de proposer une alternative à l'im-

position libératoire à la source. Marc Studer a d'ailleurs soutenu le référendum contre Rubik, qui n'a pas abouti en raison des lenteurs de la poste à acheminer les signatures des citoyens, avec parmi eux de nombreux Genevois – la fameuse affaire de l'envoi en courrier B par la Chancellerie d'Etat genevoise. Dans l'immédiat, Marc Studer a participé aussi activement à la récolte des signatures pour l'Initiative sur l'or, qui demande notamment l'interruption des ventes d'or par la BNS et le rapatriement de l'or suisse gardé aux Etats-Unis.

Un message au vitriol

La stratégie du «Lobby des citoyens», qui se veut au-dessus des partis, a fait un pas dans la

bonne direction à Berne. Yves Nidegger, qui a donné sa carte de lobbyiste à Marc Studer, était là, aux côtés de plusieurs conseillers nationaux UDC, mais aussi de quelques PDC, d'un socialiste et d'un PLR.. Le souci de Marc Studer est de ratisser large, et aussi de faire entendre un point de vue différent sur la place financière. «Les banques représentent surtout UBS et le Crédit Suisse, et leurs intérêts sont ailleurs qu'en Suisse», dit-il en se faisant le porte-parole de tous ceux qui, dans le secteur financier, s'estiment trahis par le bradage des intérêts d'un secteur financier très diversifié. Le président du «Lobby des citoyens» en veut pour preuve la mise en œuvre de l'accord Rubik avec la Grande-Bretagne, qui implique le paiement de

500 millions de francs sans attendre le résultat du recours lancé par les adversaires dudit Rubik. La même désinvolture est à l'œuvre avec le projet de modification de la Loi contre le blanchiment d'argent (LBA), qui vient donc d'être approuvé par le Conseil National jeudi, après l'avoir été par le Conseil des Etats en décembre. Il s'agit de donner au Bureau de communication en matière de blanchiment, le MROS, le droit de communiquer directement avec les administrations étrangères en se passant de l'avis du juge. Un bel exemple de cette «capitulation au pas de charge» que met en cause Yves Nidegger et que Tout l'Immobilier a déjà eu – parmi les premiers et en donnant la parole au jeune et brillant avocat PLR Lionel Halpérin – l'occasion de dénoncer. Marc Studer fait mieux que de critiquer: il propose une alternative à Rubik, qui comporte notamment un prélèvement anonyme de 5%. Le 14 février, le gestionnaire de fortune genevois a fait le déplacement de Rome pour aller présenter en haut lieu son projet qui, assure-t-il, a suscité beaucoup d'intérêt. De fait, il a beaucoup été question d'un apport suisse au renflouement des caisses de l'Etat italien sur la fin de la campagne électorale... ■

Mohammad Farrokh